

# LETTRE D'INFORMATION

Numéro 1

JANVIER 2024

13<sup>ème</sup> année

**L'équipe Fisca M@x vous présente ses meilleurs vœux**



2024



*Nos résolutions pour 2024 :  
Continuer d'être à vos côtés pour  
réaliser vos idées,  
et nous améliorer sans cesse pour  
vous proposer le meilleur service.  
Nous vous remercions de votre  
fidélité et vous souhaitons une  
très belle année*



## TABLE DES MATIERES

### **Page 1**

L'équipe Fisca M@x vous présente ses meilleurs vœux

### **Page 2**

Saisies et cessions : montants 2024

### **Page 3**

Indemnité kilométrique  
Indice référence 2023

### **Page 4**

Contrôles éclaircs 2024

## DATES IMPORTANTES

- Pour le 15 janvier : paiement du précompte professionnel;
- Pour le 20 janvier : paiement de la TVA (pour les assujettis trimestriels) ;
- Pour le 20 janvier : paiement de la TVA (pour les assujettis mensuels) ;
- Pour le 31 janvier : paiement de l'ONSS.

## INDICE DE DECEMBRE 2023

BASE	INDICE SANTE
2013	129,53
2004	156,43
1996	177,97

## Saisies et cessions : montants 2024

Source : Moniteur Belge



### Quotité cessible /saisissable des revenus du travail

Plafonds de rémunération nette	Quotité saisissable ou cessible
Sur la partie de la rémunération inférieure ou égale à 1.341 €	Néant
Sur la partie de la rémunération située entre 1.341,01 € et 1.440 €	20 % (= max. 19,80 €)
Sur la partie de la rémunération située entre 1.440,01 € et 1.589 €	30 % (= max. 44,70 €)
Sur la partie de la rémunération située entre 1.589,01 € et 1.738 €	40 % (= max. 59,60 €)
Sur la partie de la rémunération supérieure à 1.738 €	Tout

En conséquence, un travailleur dont la rémunération nette mensuelle est supérieure à 1.738 € pourra conserver, en cas de saisie ou de cession, en tout cas une somme de 1.613,90 €. Tout ce qui dépasse ce montant peut être saisi ou cédé.

Lorsque, outre sa rémunération mensuelle, le travailleur perçoit des sommes qualifiées de « prestations sociales » (dénommées aussi revenus de remplacement), ces dernières sont cumulées avec la rémunération et sur ce montant cumulé s'appliquent les tranches et plafonds de rémunération dont question ci-dessus. Par prestations sociales, on entend par exemple : des allocations de chômage ou allocations payées par un Fonds de sécurité d'existence, des indemnités d'incapacité de travail, etc.

### Quotité cessible /saisissable des revenus de remplacement

Plafonds de revenu de remplacement net	Quotité saisissable ou cessible
Sur la partie du revenu inférieure ou égale à 1.341 €	Néant
Sur la partie du revenu située entre 1.341,01 € et 1.440 €	20 % (= max. 19,80 €)
Sur la partie du revenu située entre 1.440,01 € et 1.738 €	40% (= max. 119,20 €)
Sur la partie du revenu supérieure à 1738 €	Tout

Si le montant net de ce revenu de remplacement dépasse donc 1.738 €, le travailleur qui fait l'objet d'une saisie/cession, percevra en tout cas 1.599 €, soit moins que s'il s'agissait d'un revenu du travail "ordinaire".

### Majoration pour enfants à charge

Ces montants peuvent être augmentés de 83 € par enfant à charge.

### Pension alimentaire

Les limites précisées ci-dessus ne s'appliquent pas lorsque la saisie ou la cession a pour objet le recouvrement d'une pension alimentaire.

## Indemnité kilométrique

Source : Moniteur Belge

Depuis juillet 2022, l'indexation du montant de l'indemnité kilométrique forfaitaire pour les déplacements professionnels effectués avec un véhicule privé intervient chaque trimestre, plutôt qu'une fois par an, en juillet.

Pour la période **du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 mars 2024**, le montant a été porté à **0.4269 €/km**

### Montants précédents

**01/07/2022 au 30/09/2022 : 0.4170 €/km**

**01/10/2022 au 31/12/2022 : 0.4233 €/km**

**01/01/2023 au 31/03/2023 : 0.4259 €/km**

**01/04/2023 au 30/06/2023 : 0.4246 €/km**

**01/07/2023 au 30/09/2023 : 0.4237 €/km**

**01/10/2023 au 31/12/2023 : 0.4259 €/km**

### Ce forfait kilométrique constitue pour le Fisc une norme sérieuse

Le paiement selon des "normes sérieuses" est l'un des moyens permettant de rembourser des frais au personnel sur une base forfaitaire. Il s'agit de montants que l'État remboursait initialement à ses fonctionnaires, mais qui, par la suite, ont également été acceptés dans le secteur privé.

## Indice référence 2023

Source : Statbel

### INDICE REFERENCE 2023

MOIS	1996	2004	2013
1	175,87	154,59	128,00
2	174,31	153,21	126,86
3	175,60	154,34	127,80
4	174,09	153,02	126,70
5	174,98	153,80	127,35
6	174,62	153,49	127,09
7	176,17	154,85	128,22
8	177,00	155,58	128,82
9	175,21	154,01	127,52
10	176,28	154,95	128,30
11	176,63	155,25	128,55
12	177,97	156,43	129,53

12/2022.	175,72	154,45	127,89
----------	--------	--------	--------

**Inflation : 1,28 %**



# Contrôles éclairs 2024

Source : SIRS

## Contrôle éclair « Construction » Janvier 2024

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action de lutte contre la fraude sociale 2023-2024, un contrôle éclair national dans le secteur de la construction (y compris électro-technique et le métal) est prévu en janvier 2024.

Ce contrôle éclair, initialement prévu en novembre 2024 a été avancé en janvier pour pouvoir se dérouler en même temps que la campagne « EU 4 Fair Construction ».

Du 17 octobre 2023 au 31 mars 2024, l'Autorité européenne du travail (AET) organise la campagne "EU for Fair Construction" en coopération avec les États membres.

Au cours de cette campagne, l'accent est mis sur le secteur de la construction, qui est le plus grand employeur industriel de l'UE avec environ 13 millions de travailleurs occupés dans près de 3 millions d'entreprises.

**La campagne est principalement axée sur les droits et obligations des salariés et des entreprises lorsque les travailleurs du secteur de la construction sont détachés dans un autre pays de l'UE.**

En Belgique, ce qui est unique, c'est d'avoir impliqué les services d'inspections dans cette campagne d'information, mais également les partenaires sociaux du secteur de la construction, sous la devise **"Construire ensemble un secteur équitable"**.

Comme pour les autres années, plusieurs contrôles sont annoncés.

### En 2024, les contrôles éclairs suivants seront organisés :

- Janvier : construction (y compris électrotechnique et le métal)
- Mars : secteur du déménagement
- Juin : HORECA
- Septembre : secteurs verts
- Novembre : secteur du transport (y compris autobus et camions)

Ces contrôles éclairs ont principalement un caractère informatif et préventif et sont publiés au préalable sur le site internet du SIRS (Service d'Information et de Recherche Sociale) et sont communiqués aux partenaires sociaux. Le caractère informatif et préventif n'empêche évidemment pas qu'en cas de constat d'infractions lourdes, les services d'inspection interviendront avec fermeté et verbaliseront si nécessaire.

Lors des interventions, l'entreprise est contrôlée simultanément par l'inspection du travail, l'ONSS, l'ONEM, l'INAMI et l'INASTI.

